



MISE EN ŒUVRE DU PLAN CLIMAT-ENERGIE TERRITORIAL OUEST 06

CONVENTION DE PARTENARIAT INTERCOLLECTIVITES

Entre

La **Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis**, ci-après désignée « la CASA », dont le siège social est situé Mairie d'Antibes, Cours Masséna, 06 600 Antibes; représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, qui a donné délégation à Monsieur le Vice-Président délégué à l'environnement et la biodiversité pour agir en son nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération par délibération du Conseil Communautaire en date du **30 juin 2014.**

ET

La **Communauté d'Agglomération Pays de Grasse**, ci-après désignée CAPG, dont le siège social est situé 57 avenue Pierre Séward, BP 91015, 06131 GRASSE cedex ; représentée par son Président, Monsieur Jérôme VIAUD, ou à défaut, par l'élu référent, agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération par délibération en date du

ET

La **Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins**, ci-après désignée CAPL, dont le siège social est situé à Cannes, en l'Hôtel de Ville, CS 50 044 - 06414 CANNES CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Bernard BROCHAND qui a donné délégation à Monsieur le Vice-Président délégué aux finances et à l'environnement agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération par délibération en date du

ET

La **Commune d'Antibes-Juan-Les-Pins**, sise Cours Masséna à Antibes, représentée par son Maire, M. Jean LEONETTI, Député des Alpes Maritimes, ou à défaut, par Monsieur l'adjoint délégué à l'urbanisme, à l'environnement et au développement durable, agissant au nom et pour le compte de la Commune par arrêté de délégation en date du 1^{er} avril 2014 ;

ET

La **Commune de Cannes**, dont le siège social est situé Hôtel de ville, place Bernard Cornut Gentile, CS 30140, 06406 CANNES cedex ; représentée par son Maire, Monsieur David LISNARD ou à défaut, par l'élu référent, agissant au nom et pour le compte de la Commune par délibération du Conseil Municipal en date du 5 avril 2014;

ET

La **Commune de Grasse**, dont le siège social est situé en Mairie de Grasse, BP 12069, 06131 GRASSE cedex ; représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, ou à défaut, par l'élu référent, agissant au nom et pour le compte de la Commune par délibération du Conseil Municipal en date [REDACTED]

Ces partenaires sont désignés par les termes suivants : « collectivité » ou « partie » ou « signataire ».

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

Les Communautés d'Agglomération Sophia-Antipolis (CASA) et Pôle Azur Provence (CAPAP), devenue Pays de Grasse le 1^{er} janvier 2014, avec les Communes d'Antibes, de Cannes et de Grasse se sont regroupées pour élaborer leurs propres plans climat énergie territorial (PCET) et un PCET commun, nommé PCET Ouest 06.

La phase d'élaboration s'est déroulée de juillet 2012 à décembre 2013.

La stratégie commune composée de 5 axes, présentés ci-dessous, et d'un plan d'actions commun à l'ensemble du territoire de l'Ouest 06, pour la période 2014 à 2019, a été approuvée par délibération de l'ensemble des partenaires :

- délibération N°CC2013-188 du Conseil Communautaire de la CASA en date du 19 décembre 2013,
- délibération N°2013-227 du Conseil Communautaire de la CAPAP et de la Communauté d'Agglomération du Moyen Pays Provençal en date du 20 décembre 2013,
- délibération N°3711/13 du Conseil Municipal d'Antibes-Juan-Les pins en date du 20 décembre 2013,
- délibération N°111 du Conseil Municipal de Cannes en date du 9 décembre 2013,
- délibération N°2013_294 du Conseil Municipal de Grasse en date du 12 décembre 2013.



Axe 1	Engager l'Ouest 06 vers la construction d'un territoire durable
Axe 2	Conforter l'attractivité du territoire en anticipant les effets du changement climatique
Axe 3	Engager le territoire vers la transition énergétique
Axe 4	Poursuivre l'exemplarité de l'action publique
Axe 5	Fédérer l'ensemble des acteurs des habitants de l'Ouest 06

Le plan d'actions commun Ouest 06 est entré dans sa phase de mise en œuvre au 1^{er} janvier 2014.

Or, créée au 1^{er} janvier 2014, la Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins regroupant les Communes de Cannes, Le Cannet, Mandelieu-la Napoule, Mougins et Théoule-sur-Mer, a souhaité intégrer la démarche du PCET Ouest 06, par décision du Conseil des maires du 12 décembre 2013 et en a donc fait la demande par courrier 2014/5505, daté du 18 avril 2014, aux représentants des collectivités partenaires.

Une convention de partenariat inter-collectivités a été conclue le 23 décembre 2011 afin d'élaborer et de mettre en œuvre un plan climat-énergie territorial (PCET) en commun.

Son maintien jusqu'à sa date de fin (23 décembre 2014) permet de finaliser les démarches administratives en cours avec les financeurs.

IL EST ENSUITE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de poursuivre la dynamique partenariale engagée depuis décembre 2011, et de préciser les modalités du partenariat entre les six signataires, afin de mettre en œuvre les actions communes du PCET Ouest 06.

Elle porte sur la mise en commun de moyens, la gouvernance du PCET Ouest 06, l'animation, la gestion technique, administrative et financière des actions, la communication :

- Mutualisation du poste de chargé de missions ;
- Mutualisation des actions de communication relatives au PCET commun ;
- Définition des instances de gouvernance ;
- Portage des actions communes ;
- Partage des coûts en fonction de leur nature et selon des clés de répartition.

ARTICLE 2 : MUTUALISATION D'UN POSTE DE CHARGE DE MISSIONS

Article 2.1 : Rôle de la Collectivité support

Article 2.1.1 : Mission générale de la CASA

Après consultation entre les différentes collectivités concernées, la CASA s'est engagée à continuer d'assurer le portage du poste de chargé de missions jusqu'à ce qu'un nouveau cadre d'emploi (structure porteuse, durée du contrat en adéquation avec la vie de la démarche PCET Ouest 06) soit défini entre les signataires.

Article 2.1.2 : Conditions d'emploi du chargé de missions

A ce titre, la CASA renouvellera le contrat du chargé de missions inter-collectivités, en concertation avec les signataires, pour le 1^{er} septembre 2014.

Le chargé de mission poursuivra les actions non finalisées, inscrites dans la précédente convention (clôture du marché, justificatifs des subventions, etc..).

Les traitements du chargé de missions seront pris en charge à compter de cette date, à parts égales, par l'ensemble des parties à la présente convention.

Il est embauché par voie contractuelle, pour une période de 3 ans. Le comité décisionnel devra envisager les moyens techniques et financiers de pérenniser l'animation inter-collectivités, dans le cadre de la mise en œuvre du PCET sur 5 ans et de sa révision.

Ainsi, à l'issue de l'échéance des 3 ans du contrat, le poste devra être maintenu, dans un nouveau cadre d'emploi à définir par le comité décisionnel, pour être en phase avec la durée de la présente convention.

Le lieu de travail du chargé de missions est basé dans les locaux de la CASA, situés 449 route des crêtes 06901 Sophia Antipolis.

Il est soumis aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et à la réglementation relative au cumul d'emplois.

Les conditions salariales sont celles en vigueur à la CASA.

La CASA prendra, pour le chargé de missions, les décisions relatives aux congés, à l'organisation de ses conditions de travail, à ses accidents de service ou maladies professionnelles, à ses formations relatives à la mise en œuvre du droit individuel à la formation, à ses Réductions de Temps de Travail, à son évaluation et mesure disciplinaire le cas échéant.

Article 2.2 : Missions exercées par le chargé de missions mutualisé

L'objet du poste est de coordonner et de mettre en œuvre les actions communes à travers : l'animation des instances de gouvernance et des réunions techniques, la recherche de subventions, le montage technique et financier, le suivi et l'évaluation des actions et du PCET commun, la mise en œuvre de l'actualisation de la démarche en fonction de la réglementation en vigueur, la mise en œuvre de la communication commune.

Ainsi, il assure:

- **La coordination et l'animation des instances de gouvernance du PCET Ouest 06 ;**
- **L'animation et le suivi technique des actions communes :** identification de l'équipe opérationnelle, des besoins communs, benchmark, montage technique, rédaction de cahiers des charges, relation et suivi de l'AMD le cas échéant, animation de réunion d'équipe et rapports d'activité, évaluation, réponse aux appels à projets selon les opportunités ;
- **La gestion administrative et financière des actions communes :** montage des dossiers de financement et justificatifs, relations avec les financeurs, suivi du budget en lien avec le service financier, rédaction et suivi des actes administratifs et des conventions de partenariats et groupements de commandes;
- **L'animation du volet territorial :** mobilisation des acteurs et formalisation de leur engagement ;
- **L'organisation et la coordination de la communication et de la concertation commune :** proposition et mise en œuvre des actions de concertation, proposition d'un plan de communication annuel, et mise en œuvre, en lien avec les services de communication des partenaires ; administration du site internet PCET Ouest 06, organisation du forum plan climat (annuel /bisannuel), élaboration de supports communs ;
- **L'appui des collectivités au suivi et à la mise à jour des PCET :** mise à jour du bilan carbone patrimoine et services 2016, accompagnement à l'organisation des comités de pilotage, mise à jour des plans climat en fonction de la réglementation, animation des échanges d'expériences entre les collectivités, relais d'informations, organisation de réunions thématiques, de visites, en fonction des besoins.
- **L'évaluation du plan climat commun :** remplir les indicateurs de suivi et d'évaluation, bilan annuel de l'état d'avancement, partage de l'état d'avancement des PCET spécifiques.
- **Une veille technique et réglementaire** sur le dispositif plan climat.

ARTICLE 3 : MUTUALISATION DES ACTIONS DE COMMUNICATION DU PCET COMMUN

Article 3.1. Programmation des dépenses

Les actions de communication relatives au PCET Ouest 06 seront validées chaque année par le comité décisionnel. Le budget global de l'année N+ 1 sera validé en juin de l'année en cours, pour permettre la programmation dans les budgets des collectivités signataires.

Article 3.2. Collectivité support

La CASA portera le budget de la communication commune.

Article 3.3 : Site internet PCET Ouest 06 et espace collaboratif

Le site internet PCET Ouest 06 a été créé lors de la phase d'élaboration, par les cinq collectivités engagées dans cette phase, à savoir la CASA, CAPG, Antibes, Cannes, Grasse, qui en sont propriétaires.

La Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins contribuera, au même titre que les autres partenaires, aux choix de communication et à la rédaction des contenus.

Il est hébergé sur les serveurs de la CASA.

Le chargé de mission mutualisé est l'administrateur du site. Chaque collectivité signataire y contribue par la rédaction d'articles, la mise en avant d'évènements, etc...

Les décisions concernant la propriété du site, le partage des frais de maintenance, l'adhésion de nouveaux contributeurs et la définition de leurs droits relèvent du comité décisionnel.

Un espace de collaboration, hébergé sur les serveurs de la ville d'Antibes, permet de faciliter les échanges d'informations entre les signataires, de centraliser tous les documents nécessaires à la mise en œuvre des actions. Cet outil informatique pourra évoluer en fonction des besoins tout au long de la démarche.

ARTICLE 4 : GOUVERNANCE ET FONCTIONNEMENT

La gouvernance de la mise en œuvre du Plan Climat-Energie Territorial commun est assurée par des instances techniques et décisionnelles, garantissant l'implication de chaque partenaire.

Article 4.1 : L'équipe de projet

Article 4.1.1 : Composition de l'équipe de projet

Le chargé de missions mutualisé conduit le programme d'actions et organise la concertation des parties à la présente Convention.

Il est assisté par une équipe de projet, composée de chargés de missions spécialisés, responsables énergie ou développement durable de chaque collectivité signataire.

L'équipe de projet se réunit en tant que de besoin, tout au long de la démarche.

Article 4.1.2 : Rôle de l'équipe de projet

L'équipe de projet met tout en œuvre pour assurer la bonne réalisation du PCET commun.

Son rôle est de participer à la conception et au suivi des actions communes (échanges d'expériences, actions techniques, actions de communication, etc...). Elle prépare, en lien avec le chargé de mission mutualisé, les comités décisionnels et les comités de pilotage.

Elle participe à la rédaction de tous les documents administratifs et/ou techniques. Elle contribue à alimenter le site internet commun PCET Ouest 06.

Enfin, elle doit faciliter les contacts avec les acteurs et partenaires des territoires.

Les différents chargés de missions assurent le lien entre le PCET commun et leur collectivité. Ils prévoient et organisent la consultation et l'implication des services pouvant intervenir dans les actions mises en œuvre (aménagement, transport, habitat, action économique et sociale, finances...) par des actions d'information, de sensibilisation et de formation interne. Ils s'assurent de la collaboration et de l'implication des services dans les actions communes.

Ils assurent la coordination et la mise en œuvre des PCET spécifiques au territoire de leur collectivité respective.

Article 4.2 : Le comité technique

Il est composé de l'équipe de projet ainsi que des chefs de service, des directeurs et des directeurs généraux de chaque chargé de missions.

Il peut s'adjoindre les personnes compétentes des services de chaque signataire pour l'assister dans sa mission, en fonction des thématiques abordées.

Les services « communication » de chaque signataire seront associés pour la mise en œuvre des actions communes de communication.

Le comité technique valide les propositions de l'équipe projet et se réunit sur proposition de celle-ci en fonction des besoins.

Article 4.3 : Le comité décisionnel

Article 4.3.1 : Composition du comité décisionnel

Il est composé du comité technique et des élus référents, désignés par les parties.

Il peut s'adjoindre les élus et les services compétents, en fonction des thématiques abordées, de chaque signataire pour l'assister dans sa mission.

Des comités décisionnels spécifiques pourront être mis en place par action. Ils seront composés des élus des collectivités directement impliqués par la thématique et des élus référents PCET.

Article 4.3.2 : Fonctionnement du comité décisionnel

Les élus, ou leurs représentants dûment désignés, participent au vote. Ils disposent d'une voix délibérative par collectivité.

Les élus doivent désigner un suppléant, pour l'exercice temporaire ou permanent de leurs fonctions.

Le quorum est atteint lorsque les six collectivités sont représentées.

Les élus ont la possibilité de se faire représenter, en donnant un pouvoir à un élu membre du comité décisionnel ou à un agent qu'il aura désigné. Ce pouvoir est matérialisé par un courrier ou un courriel.

Les décisions sont prises à la majorité.

En cas d'égalité des voix, le projet devra être reformulé et sera soumis au vote une nouvelle fois.

Le comité décisionnel se réunira en tant que de besoin, tout au long de la démarche.

Article 4.3.3 : Rôle du comité décisionnel

Le comité décisionnel prend toutes les décisions relatives à la programmation des actions communes.

Il définit la feuille de route du chargé de mission mutualisé en veillant au principe d'équité entre les signataires, conformément aux dispositions énoncées dans l'article 6 de la présente convention.

Les élus s'assurent de la coordination opérationnelle et budgétaire des actions communes programmées avec leur collectivité.

Le comité décisionnel valide les actions de communication, le budget global, il choisit un des signataires comme collectivité support, pour l'année N+1, en juin de l'année en cours.

En l'absence d'un comité décisionnel spécifique à une action donnée, il prend les décisions relatives aux orientations, objectifs, phasage, budget, et mise en œuvre des actions.

Il prépare l'évaluation du PCET Ouest 06 et les comités de pilotage.

Il prend toutes les décisions relatives à la mise à jour du PCET commun.

Article 4.4 : Le comité de pilotage

Article 4.4.1 : Composition du comité de pilotage

Il est composé à minima du comité décisionnel, des représentants de l'ADEME, de l'organisme gestionnaire du FEDER, de la DREAL et du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Il pourra être élargi, sur proposition du comité décisionnel, aux représentants des acteurs du territoire (institutionnels, socio-économiques, associatifs...) et à toute personne compétente pour l'assister dans sa mission.

Article 4.4.2 : Rôle et Fonctionnement

Il garantit la cohérence du PCET commun avec le cadre national et les déclinaisons régionales, et en assure l'évaluation.

Il se réunira au moins une fois par an pour dresser un bilan et en fonction des opportunités liées à l'actualité.

ARTICLE 5 : DEFINITION D'UNE ACTION COMMUNE

Une action commune s'entend dès lors que 3 signataires minimum ou 2 communautés d'agglomération signataires, de la présente convention, s'y engagent.

ARTICLE 6 : PRINCIPE D'EQUITE RELATIF A L'ANIMATION DES ACTIONS COMMUNES

Par principe, les signataires de la présente convention doivent pouvoir bénéficier de manière équitable du temps de travail du chargé de mission mutualisé, dans la mesure où ils s'engagent dans des actions communes.

Le plan de charge du chargé de mission sera défini par le comité décisionnel.

La programmation des actions communes intégrera ce principe d'équité entre les partenaires engagés.

ARTICLE 7 : PORTAGE DES ACTIONS COMMUNES

Chaque collectivité signataire pourra porter une action commune. Le portage d'une action implique sa responsabilité pour :

- La coordination politique de l'action,
- La mise en œuvre des procédures relatives aux marchés publics,
- Le suivi financier et l'édition des titres de recette,
- Se positionner comme maître d'ouvrage et avancer les frais pour le compte des partenaires dans le cas d'une action subventionnée,
- Se positionner comme maître d'ouvrage et avancer les frais pour le compte des partenaires, dans le cas d'une action non subventionnée, si elle le souhaite, pour faciliter les démarches administratives et financières pour l'exécution d'un marché,
- Solliciter, recevoir, justifier et affecter les subventions entre les partenaires le cas échéant.

Le chargé de mission mutualisé a en charge le suivi administratif, technique et financier de l'action, conformément à l'article 2.2 de la présente convention.

Dans le cas d'une action commune nécessitant des prestations extérieures, une convention entre les partenaires sera élaborée, en s'adossant à la présente convention.

Une proposition de convention type de partenariat pour les actions communes nécessitant des prestations extérieures est présentée en annexe 2.

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 8.1 : Détermination de la nature des coûts prévisionnels relatifs à la mise en œuvre du PCET commun

La mise en œuvre du PCET commun requiert une animation territoriale et une communication commune.

Le coût du poste de chargé de missions (charges de fonctionnement et charges salariales) s'élève à 57 800 € TTC par an. Le montant prévisionnel pour 3 ans est de 173 400€ TTC (Cf Annexe 1).

Le plan de communication commun et les dépenses afférentes seront décidés annuellement en comité décisionnel.

En fonction des actions, il sera fait appel à une assistance à maîtrise d'ouvrage, à la réalisation d'études et d'investissement dont les coûts seront mutualisés par les partenaires, et prévus au budget spécifique de chaque action.

Article 8.2 : Clé de répartition en fonction de la nature des coûts

Article 8.2.1 : Clé de répartition pour le poste de chargé de missions

Les signataires s'acquittent, à parts égales, des charges liées au poste de chargé de missions mutualisé.

Signataires	CAPG	CAPL	CASA	Antibes	Cannes	Grasse	TOTAL
Répartition	1/6	1/6	1/6	1/6	1/6	1/6	1

Article 8.2.2 : Clé de répartition pour les dépenses de communication commune

Les signataires s'acquittent, à parts égales, des charges liées à la mise en œuvre de la communication commune.

Signataires	CAPG	CAPL	CASA	Antibes	Cannes	Grasse	TOTAL
Répartition	1/6	1/6	1/6	1/6	1/6	1/6	1

Article 8.2.3 : Clé de répartition pour les prestations d'études et d'AMO

Les coûts d'études et d'AMO seront répartis entre les partenaires de l'action selon la clé de répartition la plus appropriée à la prestation commandée :

Soit en fonction du nombre d'unités commandées, soit en fonction de la superficie (en Km²), soit en fonction des effectifs (en ETP) de la collectivité, soit en fonction du nombre d'habitants, soit en combinant plusieurs de ces critères.
Autre option : dans le cadre d'un marché en groupement de commande, chaque partenaire a la possibilité de régler 100% d'une prestation qui ne concerne que son territoire, et ne bénéficie qu'à lui-même.

Éléments pour le calcul de la pondération en fonction du nombre d'habitants :

- Base : la population légale totale issue de l'INSEE (colonne **A**)
- Répartition du nombre d'habitant par signataire : Le nombre d'habitants des villes centre est affecté pour moitié aux villes centre et pour moitié aux CA auxquelles elles appartiennent.
- La part de chaque partenaire engagé dans une action, est calculée à partir de la répartition du nombre d'habitant (colonne **B**)

	A	B
Collectivités	BASE : Population légale INSEE en habitants, 2014	Répartition du nombre d'habitants:
CAPG	103590	77178
GRASSE	52 824	26412
CASA	180329	142154
ANTIBES	76 349	38175
CAPL	159614	122778
CANNES	73 671	36836
Population TOTALE		443533

Article 8.2.4 : Clé de répartition pour les investissements

Les investissements communs à plusieurs partenaires feront l'objet d'un conventionnement spécifique ou de la création d'une structure adéquate.

Article 8.3 : Modalités de paiement

Article 8.3.1 : Frais prévisionnels liés au poste de chargé de missions

La CASA émet un titre de recettes et l'adresse à chaque signataire de la présente Convention, une fois par an, fin octobre.

La CASA communiquera aux signataires le montant prévisionnel du titre de recette pour l'année N+1 en juin de l'année en cours.

Les frais annexes au poste sont forfaitaires. Seuls les bulletins de salaire seront transmis comme justificatifs.

Article 8.3.2 : Frais prévisionnels liés à la mise en œuvre de la communication commune

La collectivité support émet un titre de recettes et l'adresse à chaque signataire de la présente Convention, une fois par an, fin octobre.

Elle communiquera aux signataires le montant prévisionnel du titre de recette pour l'année N+1 en juin de l'année en cours.

Les factures des prestataires seront transmises comme justificatifs.

Article 8.3.3 : Frais liées aux études et à l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage des actions communes

Dans le cas où la collectivité porteuse avance les frais pour le compte de ses partenaires :

La collectivité porteuse, en tant que coordonnateur, paye la totalité des prestations. Elle choisira le rythme de l'émission des titres de recettes, prescrivant les frais qu'elle a engagés pour le compte de l'ensemble des partenaires, à adresser à chaque signataire :

- Soit un titre de recettes annuel, fin octobre,
- Soit un titre de recettes semestriel, fin avril et fin octobre,
- Soit un titre de recettes trimestriel, fin janvier, fin avril, fin juillet, fin octobre.

Dans le cas où la collectivité porteuse n'avance pas les frais pour le compte de ses partenaires :

La collectivité porteuse, en tant que coordonnateur, assure les démarches administratives requises pour que l'ensemble des partenaires de l'action paient les prestations commandées.

Dans ces deux cas, la collectivité porteuse informera les partenaires de l'action, dès l'attribution de chaque marché, de leur montant et de leur contribution respective par année.

Elle communiquera à chaque partie un état récapitulatif des dépenses engendrées et des subventions le cas échéant.

Article 8.3.4 : Frais liés aux investissements

Les investissements communs à plusieurs partenaires feront l'objet d'un conventionnement spécifique ou de la création d'une structure adéquate.

Article 8.4 : Gestion des subventions

La collectivité porteuse de l'action subventionnée, est chargée de solliciter les subventions, de présenter les pièces justificatives aux financeurs. Elle perçoit les subventions pour le compte de l'ensemble des partenaires de l'action. Elle les affecte aux partenaires de l'action suivant la même clé de répartition que celle utilisée pour le partage des coûts subventionnés.

La clé de répartition des coûts subventionnés sera clairement mentionnée dans la convention de partenariat de l'action (Cf annexe 2).

La part de subvention de chaque partenaire sera déduite du montant du titre de recette ou bien rétrocédée à la fin de l'opération.

ARTICLE 9 : ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITES DES SIGNATAIRES

Chaque partie à la présente Convention s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation du Plan Climat-Energie Territorial commun.

Les signataires doivent fournir tous les moyens nécessaires à l'équipe de projet et aux élus référents pour mener à bien leur mission ; doivent mobiliser l'ensemble de leurs services pour une meilleure collaboration ; doivent contribuer à la mise en œuvre d'actions communes, à leurs programmations financières, et participer activement aux instances de pilotage.

Ils s'engagent à assurer leur part de financement pour le poste de chargé de mission mutualisé et pour la communication commune.

Si un partenaire est démissionnaire de fait (c'est-à-dire qu'il ne s'implique dans aucune action commune, ne participe pas aux réunions de gouvernance du PCET), il ne pourra pas bénéficier des subventions éventuelles mobilisées, ni de la communication commune.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à garder confidentielles les informations appartenant à chacune des autres parties, dont elle aurait eu connaissance à l'occasion de la réalisation de l'opération.

Toute publication par un ou plusieurs partenaires d'informations concernant les autres partenaires nécessitera l'accord écrit du comité décisionnel.

ARTICLE 11 : PROPRIETE DES ETUDES

A la réception des études, chaque signataire jouira de la pleine propriété de l'ensemble des études et réalisations propres à son territoire.

ARTICLE 12 : AVENANTS A LA PRESENTE CONVENTION

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente Convention, définie d'un commun accord entre tous les signataires, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 13 : DUREE DE LA CONVENTION – DATE D’EFFET

La présente Convention est conclue pour une durée de cinq (5) ans, en vue de la mise en œuvre du Plan Climat-Energie Territorial Ouest 06. Elle prendra effet à la date de signature de la présente convention par l'ensemble des parties et une fois revêtue de son caractère exécutoire. Elle pourra être reconduite expressément une fois, pour une nouvelle période de 5 ans, à l'échéance, en vue de la première révision du PCET et de sa mise en œuvre.

ARTICLE 14 : RESILIATION

La fin de la présente convention peut intervenir au terme normal de celle-ci ou de manière anticipée.

La présente Convention peut être résiliée à l'unanimité des membres du comité décisionnel.

Un membre peut se retirer du groupement. Le retrait est décidé par une délibération de l'assemblée délibérante du partenaire souhaitant ce retrait. Cette délibération est notifiée à tous les autres membres.

En cas de retrait, la collectivité sortante s'engage à :

- s'acquitter de la part de financement du poste de chargé de mission mutualisé pour l'année en cours et pour les 12 mois suivants,

- s'acquitter de la part de financement des actions de communication communes engagées sur l'année en cours,

- s'acquitter de la part de financement qui lui incombe dans le cadre des actions dont elle est partenaire.

Les dépenses liées au poste mutualisé et à la communication commune seront alors réparties à part égales entre les signataires restants.

En cas de changement des statuts et du périmètre géographique d'un signataire, il s'engage à poursuivre le projet tel que prévu dans la Convention, conformément à la loi Grenelle II et à ses décrets d'application.

En cas de résiliation de la convention, pour quelque motif que ce soit, l'ensemble des membres s'engage à s'acquitter de tous les frais relatifs aux prestations engagées dans le cadre de la présente convention et à respecter les engagements pris auprès des financeurs.

ARTICLE 15 : LITIGES

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention, les parties s'engagent à le formaliser par un écrit adressé par LRAR à chaque partenaire.

Les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement, avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle, notamment en organisant une conciliation en présence d'un expert, désigné d'un commun accord entre les partenaires. Les frais d'expertise sont partagés selon les clés de répartition prévues (CF article 8.2.3).

En cas d'échec des voies amiables de résolution, et à défaut de conciliation dans le délai de deux (2) mois suivant la formalisation par écrit du litige, et sauf prorogation de ce délai admise à l'unanimité par les parties, ces dernières pourront soumettre leur litige à la compétence du Tribunal Administratif de Nice.

ARTICLE 16 : ANNEXE

Les annexes à la présente Convention sont :

- Le coût détaillé du poste de chargé de missions mutualisé (Annexe 1) ;
- Une convention type de partenariat pour les actions communes nécessitant des prestations extérieures (Annexe 2).

La présente Convention comporte 16 pages, dont les annexes font partie intégrante.

Fait à _____, le _____

En six exemplaires originaux

**Pour la Communauté d'Agglomération
des Pays de Lérins,**

**David LISNARD
3^{ème} Vice-président délégué aux finances
et à l'environnement**

**Monsieur le Maire de la Commune de Cannes,
David LISNARD**

**Monsieur le Président de la Communauté
d'Agglomération
Pays de Grasse,
Jérôme VIAUD**

**Monsieur le Maire de la Commune de Grasse,
Jérôme VIAUD**

**Monsieur le Président de la Communauté
d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Jean LEONETTI**

**Monsieur le Maire de la Commune d'Antibes
Juan-Les-Pins,
Jean LEONETTI**